



2014

RAPPORT DU FORUM DES ECONOMISTES DE S. TOMÉ E PRÍNCIPE

Palais des Congrès ; 26-28 Mai 2014



Table des Matières

I- Introduction	4
II- Objectifs du Forum	6
III – Cérémonie d’ouverture	7
4.1 Participation.....	11
4.2. A Organisation des Débats	12
4.3. Le schéma de l’organisation du Forum.....	13
V. Situation de l’Economie à S. Tomé e Príncipe	13
5.1. Contraintes économiques	14
5.2. Réformes macroéconomiques	14
VI – COMMERCE ET EMPLOI	15
6.1. Promotion d’une entreprenariat compétitif	19
6.2 – Conclusions et Recommandation du Thème Commerce et Emploi . 21	
6.2.1. Conclusions	21
6.2.3. Recommandations	22
7.1. La Problématique des Finances Publiques	25
7.2 Conclusions et Recommandations du Thème Réforme des Finances Publiques	27
7.3 7.2.1. Conclusions	27
7.2.2. Recommandations	28
VIII- TOURISME ET DEVELOPPEMENT	29
8.1. Conclusions et Recommandations du 3^o Panel – Tourisme et Développement	39
8.1.1. Conclusions	39
7.1.1.2. - Recomendações	40
IX. RESSOURCES NATURELLES : TERRE ET MER	41
9.1. <i>Secteur agricole e les perspetivas de desenvolvimento em S. Tomé e Príncipe</i> ..	41
9.2. Produits halieutiques de S. Tomé e Príncipe	43

9.3. Ressources hydrocarbonés & halieutiques au JDZ Nigéria – S. Tomé Príncipe	44
9.4. Environnement et Développement à S. Tomé e Príncipe-les principaux Enjeux	46
9.5. Conclusions et Recommandations du 4 ^o Panel: - Ressources naturelles: La Terre et la Mer	50
I- Introduction	5
II- Objectifs du Forum	7
III – Cérémonie d’ouverture	8
4.1 Participation	12
4.2. A Organisation des Débats	13
4.3. Le schéma de l’organisation du Forum	14
V. Situation de l’Economie à S. Tomé e Príncipe	14
5.1. Contraintes économiques	15
5.2. Réformes macroéconomiques	15
VI – COMMERCE ET EMPLOI	16
6.1. Promotion d’une entrepreneuriat compétitif	20
6.2 – Conclusions et Recommandation du Thème Commerce et Emploi	22
6.2.1. Conclusions	22
6.2.3. Recommandations	23
7.1. La Problématique des Finances Publiques	26
7.2 Conclusions et Recommandations du Thème Réforme des Finances Publiques	28
7.3 7.2.1. Conclusions	28
7.2.2. Recommandations	29
VIII- TOURISME ET DEVELOPPEMENT	30
8.1. Conclusions et Recommandations du 3^o Panel – Tourisme et Développement	40
8.1.1. Conclusions	40

7.1.1.2. - *Recomendações* 41

IX. RESSOURCES NATURELLES : TERRE ET MER 42

9.1. *Secteur agricole e les perspectives de desenvolvimento em S. Tomé e Príncipe* .. 42

9.2. Produits halieutiques de S. Tomé e Príncipe 44

9.3. *Ressources hydrocarbonés & halieutiques au JDZ Nigéria – S. Tomé Príncipe* 45

9.4. *Environnement et Développement à S. Tomé e Príncipe-les principaux Enjeux*
..... 47

9.5. *Conclusions et Recommandations du 4^o Panel: - Ressources naturelles: La
Terre et la Mer*..... 51



I- Introduction

La République Démocratique de São Tomé et Príncipe a conduit au cours de l'année dernière des consultations nationales sur l'agenda de développement post 2015. Ces consultations nationales ont permis au pays de formuler ainsi ses contributions à l'agenda global de développement post 2015. Sur la base de ces consultations nationales, le pays a formulé une vision à long terme (horizon 2030). Dans le souci de socialisation de cette vision, un dialogue national, sous les auspices du Président de la République, M. Pinto Da Costa, s'était tenu au cours du mois de mars. Au cours de ce dialogue national, des questions de développement ont été discutées et des recommandations ont été formulées. Une de ces recommandations est la formulation d'un plan de développement du pays. São Tomé et Príncipe, à l'instar des micros archipels, connaît des vulnérabilités insulaires, qui sont principalement des vulnérabilités économiques. Cette vulnérabilité économique est mesurée par l'indice de vulnérabilité économique (IVE). Pour ce qui est de São Tomé et Príncipe, cet indice est estimé par les

Nations Unies à 46,1 en 2012¹. Parmi les contraintes économiques du pays que nous pouvons en citer, entre autres, les ressources naturelles limitées, la possibilité réduite de produits de substitution aux importations, l'extrême étroitesse du marché intérieur, la capacité limitée d'influencer les prix extérieurs, la capacité réduite de tirer parti des économies d'échelle, les limites à la concurrence intérieure, l'inefficacité de l'administration publique et l'incertitude de l'accès aux fournitures. Le concept de vulnérabilité insulaire amène tout naturellement à celui de *résilience insulaire*, c'est-à-dire à cette capacité de développement et d'adaptation aux chocs environnementaux et économiques (Encontre, 1999 ; Fairbairn, 2007).

En outre de toutes ces contraintes que le pays doit relever, le pays veut aussi domestiquer l'agenda de développement post 2015.

C'est à ce titre qu'à la date du 26 au 28 mai 2014 le pays a organisé, sous l'égide du Centre d'Investigation et Analyses de Politiques pour le Développement (CIAD) avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), un forum des économistes afin d'une socialisation du processus de développement après 2015. Il s'agissait de regrouper les économistes nationaux et certains éminents économistes de la sous-région ou de certaines communautés régionales auxquelles São Tomé et Príncipe, à savoir : la CEEAC, le PALOP et la CPLP.

A souligner la participation des différentes entités dont S.E. Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre-Chef du gouvernement, le 1^o Vice-président de l'Assemblée Nationale, en représentation de S.E. Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, le 1^o vice-président de l'Assemblée Nationale de l'Angola, membres du Gouvernement de S. Tomé e Príncipe, le Président de la Cour de Comptes et la Gouverneur de la Banque Centrale.

¹ Il existe trois critères pour l'inclusion ou le retrait d'un pays de la liste des PMA. Ces critères sont la moyenne de trois années du PIB par capita en parité de pouvoir d'achat (STP US\$1.113 en 2012), l'indice du capital humain (STP 74 en 2012) et enfin l'indice de vulnérabilité économique (STP 46,1). Tous ces indicateurs sont des indicateurs composites.

Aussi, la participation de S.E. les Ambassadeurs de pays étrangers accrédités à S. Tomé e Príncipe, représentants des Organisations internationales, représentants des différents partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale.

Revitaliser l'Association des économistes pour mieux contribuer au processus de développement.

A cet évènement, il reste à souligner la participation également de hauts dignitaires de la Présidence de la République, Economistes nationaux, différentes représentations de la société civile, des enseignants, étudiants et invités.

II- Objectifs du Forum

L'objectif principal de ce forum a été de revitaliser l'Association des Economistes afin de permettre aux économistes de mieux contribuer au processus de développement du pays. Il s'agissait notamment:

- Animer un débat économique au tour des thématiques très pertinentes au processus de développement du pays;
- Proposer des pistes pour le développement économique du pays, tenant en compte les caractéristiques démographiques² ;

En outre, à l'issu du forum, il s'imposerait également atteindre les produits suivants:

- ✓ Un rapport détaillé comprenant des recommandations;
- ✓ Création d'un réseau virtuel de communautés des pratiques économistes où il serait possible discuter des sujets économiques pertinents;
- ✓ Création d'un centre de promotion et développement des carrières professionnels des économistes;

Le résultat escompté a été de revitaliser l'association des économistes de façon à ce qu'elle puisse être capable de fournir des conseils économiques aux décideurs

² Il faudra rappeler que la taille de la population est trop petite classant le pays à la 178^e place au niveau mondial. En outre de cette petitesse, la population est relative jeune, puisque plus de 60% de la population ont moins de 25 ans. Alors une attention particulière doit être accordée à cette caractéristique.

politiques e de pouvoir organiser des grands évènements au moins deux fois par an.

III – Cérémonie d'ouverture



La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence le Président de la République, Manuel Pinto da Costa.

Les mots de bienvenue ont été prononcés par le Directeur du CIAD, Monsieur Adelino Castelo David, avec mention spéciale à Son Excellence le Président de la République.

Selon Castelo David, le CIAD a été établi il y a environ sept ans avec l'objectif d'aider le gouvernement dans la prise de décisions en matière macroéconomique. Il s'est référé qu'il s'agit d'une attribution à laquelle le CIAD s'est proposé d'organiser il y a longtemps, mais pour des raisons techniques cela n'a pas pu avoir lieu. Cependant, pendant toutes ces années, le CIAD a pu organiser un ensemble d'activités dont: études, formations de courte durée, appui à l'Assemblée nationale.

Le directeur du CIAD a aussi souligné que la réalisation de ce forum a été parmi une des recommandations issues du dialogue national. Les conditions ont été donc créées pour que les économistes puissent avoir un espace privilégié facilitant des discussions de toutes sortes sur le développement de notre économie.

Suite à son allocution, le Coordonnateur résident des Nations Unies/Représentant du PNUD, Monsieur José Salema, a partagé son avis sur la tenue de cet évènement. Il considère gratifiant avoir l'occasion de prendre la liberté de, au nom du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD, pour proférer quelques mots d'ouverture.



Aujourd'hui, plus que jamais, il va falloir encourager les spécialistes et décideurs en matière économique à saisir des opportunités pour discuter ouvertement des questions ayant trait au développement économique du pays. Le Représentant Résident du PNUD ajoute toutefois qu'une plus grande ouverture envers les

nouvelles options de politique économique, ou un débat ouvert sur les politiques du pays deviennent en soi un fait innovateur.

En poursuivant son allocution, M. Salema a partagé avec les présents quelques informations ayant noté que dans le monde

Des Economistes et Agentes de Développement ensemble œuvrent pour l'atteinte des solutions réalistes et adéquates, pouvant constituer de véritables parcours vers le développement du pays.

entier les économistes sont appelés à opiner et à modérer en vue des solutions aux différents problèmes auxquels le monde est confronté. C'est la raison pour laquelle le Représentant Résident du PNUD a considéré ce Forum comme une université ouverte, où tout le monde est censé apprendre et partager des expériences, tout en nourrissant la curiosité et en surmontant les lacunes qui puissent exister éventuellement.

Pour conclure son discours, M. Salement lance un appel à tous les économistes et les agents de développement, pour qu'ils puissent ensemble contribuer à ce que ce forum puisse proposer des solutions réalistes et appropriées, pouvant constituer de véritables chemins vers le développement du pays.

L'orateur suivant, Dr. Maria Carmo Silveira, gouverneur de la Banque centrale, dans son discours, a commencé par saluer tout le monde et a mis en évidence la présence Honorable du chef de l'Etat. Un Salut très spécial a été réalisé au PNUD et au Tchad par la brillante initiative, pour avoir organisé la famille occupant l'habitation économistes nationaux et dans la diaspora, pour égayer un débat sur les problèmes de développement et de construire une vision pour l'avenir du pays.

Vélin ensuite des considérations sur les questions de développement économique, ayant mis en évidence que s. Tomé e Príncipe est un micro-état insulaire et, à ce titre, a des caractéristiques particulières qui le rend particulièrement vulnérable face à des problèmes exogènes. Par conséquent, dire que nous avons de bons indicateurs en matière de stabilité macroéconomique.



L'orateur suivant, Mme. Maria do Carmo Silveira, gouverneur de la Banque centrale, dans son discours, a commencé par saluer tout le monde et a mis en évidence la présence honorable du chef de l'Etat. Mme Silveira a salué très chaleureusement le PNUD et le CIAD par la brillante initiative, pour avoir réussi à joindre la famille des économistes nationaux et dans la diaspora et pour égayer un débat sur les problèmes de

développement et de construire une vision pour l'avenir du pays. Ensuite, Mme le gouverneur a fait des considérations sur les questions de développement économique, ayant mis en exergue que S. Tomé e Príncipe est un micro-état insulaire et, à ce titre, a des caractéristiques particulières qui le rend particulièrement vulnérable face à des problèmes exogènes, tel qu'il est le cas du pays avoir de bons indicateurs en matière de stabilité macroéconomique.

Toutefois, Mme Silveira a souligné que la stabilité macroéconomique, n'est pas une fin en soi mais seulement une condition pour promouvoir une croissance économique durable, tout en ajoutant que le défi maintenant est d'amener le pays à se développer économiquement, mais une croissance inclusive, ce qui signifie créer des emplois et promouvoir la protection sociale.

La dernière intervention a été faite par son Excellence le Président de la République, Monsieur Manuel Pinto da Costa qui, dans son discours, a déclaré, entre autres, que c'est avec plaisir qu'il se joint à ce forum des économistes de São Tomé e Príncipe. Monsieur le Président de la République a remercié l'invitation qui lui avait été formulée. Relativement à la participation de la société civile, a fait remarquer que cela peut constituer un instrument décisif pour atteindre le consensus nécessaire à la réalisation des réformes structurelles, de manière à ne pas rater le train du développement en cours sur le continent africain. Le Président Pinto da Costa avoie donc que ce forum est un moment pour évaluer l'évolution historique de notre économie et tout ce qui y rapporte en termes du développement durable de nos politiques économiques, dès l'indépendance à ce jour. Il a souligné que nous sommes tous trop peu pour atteindre le grand objectif qui se pose à S. Tomé e Príncipe en ce XXIe siècle, notamment le grand dessein national, celui de vaincre la pauvreté par le développement. Pinto da Costa est convaincu que la réalisation de ce forum peut et doit être un exemple à suivre dans d'autres domaines de la connaissance, tout en renforçant le rôle des cadres nationaux dans la vie du pays.

Cet homme d'Etat se réjouit du fait que les deux projets structurants venant d'être inaugurés la semaine précédant au forum peuvent galvaniser l'économie de São Tomé e Príncipe. Il s'agit du centre de formation professionnelle Brésil-São tomé e Príncipe et le démarrage de l'activité commerciale de l'UNITEL. Le premier permettra le développement d'une formation de qualité de main-d'œuvre

qualifiée et l'autre, en amont, à la création directe et indirecte d'emplois et pourvoyeur de la compétitivité dans un secteur clé de l'économie moderne, telles que les télécommunications. Avant de conclure son allocution, le Président de la République a exhorté les présents à reconnaître que ce genre d'opportunités devraient être accueillies avec rigueur, discipline et travail et qu'il faudrait savoir les saisir pour renouveler la confiance dans un avenir de



prospérité et de bien-être de S. Tomé e Príncipe. Le Forum des Economistes de São Tomé e Príncipe a été donc déclaré ouvert par le Chef d'Etat.

IV – DEVELOPPEMENT DES TRAVAUX

4.1 Participation

Les participants, en provenance des différents quartiers et horizons universitaires, fonctionnaires, personnel technique de la société civile, cadres techniques et autres, ont eu l'occasion de partager leurs idées et d'entamer une réflexion conjoint avec le Président de la République. Le PNUD a pu également envoyer ses représentants et d'intervenir dans des domaines spécifiques. La

Le Forum des Economistes de São Tomé e Príncipe est une occasion pour évaluer l'évolution historique de notre économie et tout ce qui l'y rapporte, en termes des politiques économiques durables, dès l'indépendance à nos jours.

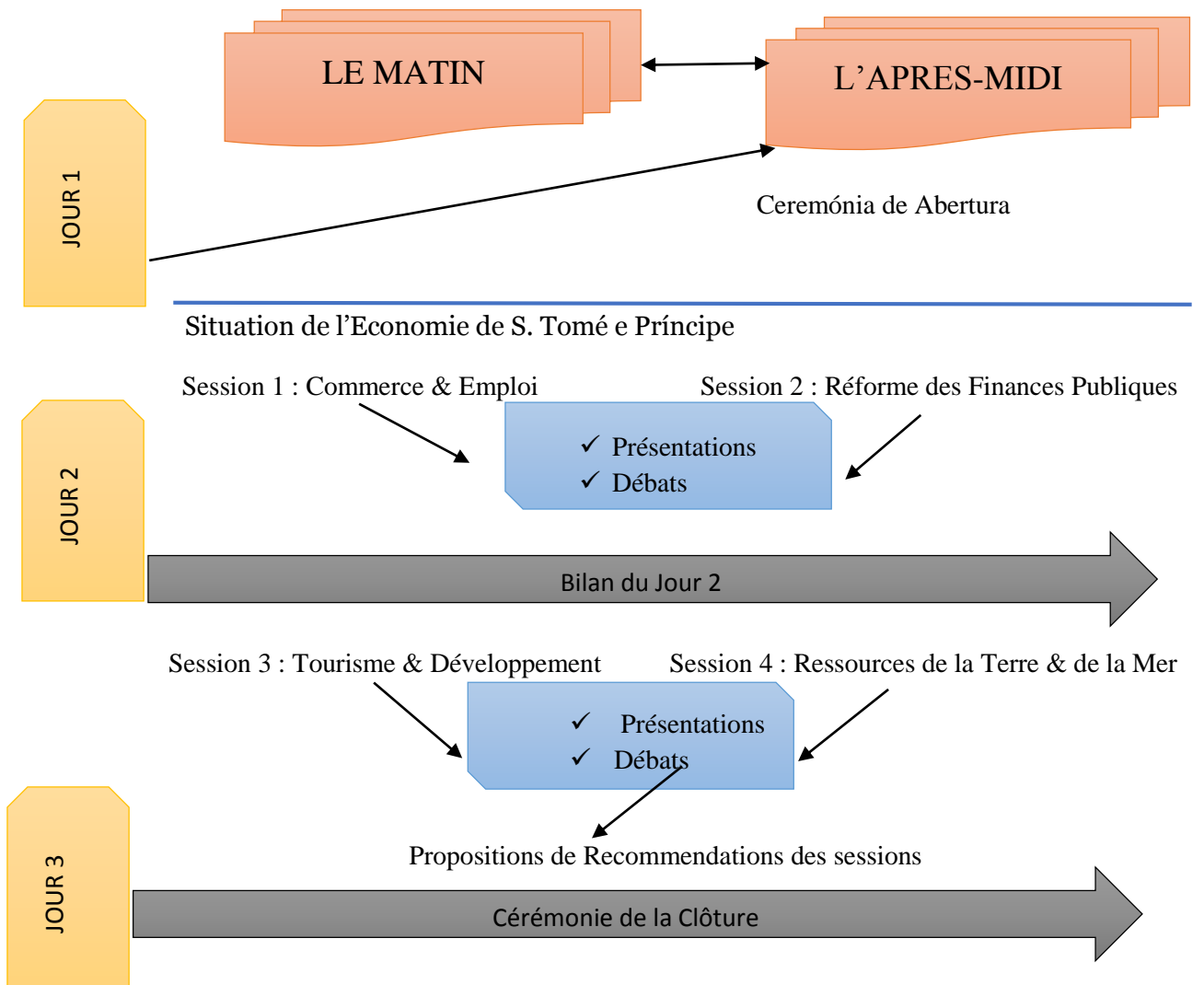
participation d'autres institutions bilatérales et multilatérales été également bien accueillie, telles que la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale et le Fonds monétaire International (FMI), Portugal, Angola, Nigéria et d'autres.

4.2. A Organisation des Débats

Les débats se sont tournés vers les thèmes suivants:

- ❖ **Commerce et Emploi** : Des réponses aux questions telles que (i) Comment peut-il le commerce être moteur de la croissance inclusive à São Tomé e Príncipe ? (ii) l'intégration du pays dans la sous-région et économie internationale sera-t-elle en mesure de contribuer à la création de plus d'emplois à l'intention des jeunes de 15 à 24 ans ? (iii) Comment utiliser le commerce pour éradiquer la pauvreté ?
- ❖ **Réforme des Finances Publiques** : la fiscalité pourrait-elle être un instrument pour le développement durable des districts et de la région autonome de Principe (RAP) ? : Comment utiliser donc cette fiscalité pour financer la mise en œuvre des activités au niveau des districts, des villes et la RAP, éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités ? Comment pouvons-nous améliorer l'espace budgétaire afin qu'elle puisse contribuer à la création d'emplois pour la population marginalisée ?
- ❖ **Tourisme et Développement** : Le gouvernement souhaiterait considérer ce secteur comme un des piliers du développement du pays. Ceci étant, comment établir la relation entre le tourisme et le développement, dans le contexte actuel de Sao Tomé et Principe ? (ii) quel genre de tourisme pourrait-il être développé dans le contexte actuel du pays ? (iii) Quels sont les avantages à considérer par le pays en termes de l'écotourisme ?
- ❖ **Les Ressources Naturelles de la Terre & de la Mer** : Il s'agit des ressources naturelles, tant de la terre que de la mer. La surface de l'eau est 160 fois supérieure que la surface de la terre. Par conséquent, les produits non pétroliers sont énormes et toujours inexplorable ; d'où le fait que nos intervenants ont essayer de donner des éléments de réponse à des questions telles que: (i) avec le développement de l'agriculture, le pays serait-il en mesure de garantir l'approvisionnement de produits frais vers les pays de la sous-région et d'autres du continent ainsi que ceux en Europe ? (ii) Comment faire de sorte que les produits de la mer soient également exploités vers les pays de la sous-région du continent et d'autres ? (iii) Comment faire de sorte que la chaîne des valeurs dans ces deux cas soient plus productive?

4.3. Le schéma de l'organisation du Forum



V. Situation de l'Economie à S. Tomé e Príncipe

La matinée du 27 mai a été consacrée à la présentation du panel sur le thème

Situation de l'Economie de S. Tomé e Príncipe

La durabilité extérieure exige une contention de dette extérieure et réformes capables d'accroître les exportations et de stimuler la croissance.

Le premier orateur a été M. Adelino Castelo David, Directeur du CIAD - Centre d'Investigation et Analyses des politiques pour le développement. En résumé, voici ce qui a été dit par le directeur du CIAD:

Les petits pays insulaires ont leurs économies globales à différentes sources : le premier groupe contient un lien avec l'émigration ; le deuxième groupe vit du tourisme ; et le troisième à divers services financiers (assurances, taxes) et autres modes de transport. Par exemple, dans le domaine du tourisme, l'économie du Cap-Vert a tendance à avancer et celle de S. Tomé e Príncipe à descendre. Le PIB du pays, malgré la crise internationale, commence à montrer des signes de croissance, bien que lents. L'aide extérieure a tendance à diminuer, mais le pays a été en mesure de répondre à cette situation. Cette année notre taux se situe à 4 % et en 2015 il devrait se situer à 6 %. Concernant les structures du PIB, le directeur du CIAD a souligné que le secteur tertiaire a participé en 2001 avec un taux de 60 % et en 2011, il y avait une évolution positive pour 65 %. Pour la même période, les secteurs primaires et secondaires ont enregistré un faible pourcentage de 21 % à 18 % et 19 % à 17 %, respectivement.

5.1. Contraintes économiques

Adelino Castelo David s'est référé aux contraintes telles que:

Ayant une base d'exportation limitée et celle d'importation trop dépendante, exposent le pays à des chocs extérieurs dont risque élevé d'endettement (disponibilité de financement non concessionnel au budget et à la croissance). La durabilité extérieure exige la contention d'endettement extérieur et réformes pour accroître les exportations et stimuler la croissance.

5.2. Réformes macroéconomiques

Le directeur CIAD a fait mention à des réformes implémentées et en cours dans le domaine macroéconomique dont :

- Effort gouvernemental visant le perfectionnement de la discipline budgétaire (du côté des dépenses)
- Démarrage du nouveau système administratif et financier de l'État (Loi n° 3/2007), ce qui permet une surveillance majeure des dépenses ;
- Mise en œuvre de la Loi 9/2009 sur les appels d'offres et marchés publics;
- « Bancarisation » de l'activité financière de l'État.

Relativement aux recettes:

- Modernisation de la législation fiscale et d'investissement ;
- Nouvel Code d'investissement;
- Réduction de l'IRS de 45 % à 25 %
- Mise en œuvre de l'IRS, basée sur le système progressif.

A sustentabilidade externa exige a contenção do endividamento externo e reformas para alargar as exportações e estimular o crescimento.

Adelino Castelo David est d'avis que la direction générale des douanes doit être modernisée accompagnée d'une législation fiscale et douanière à la hauteur et de l'informatisation des procédures douanières.

Du point de vue du régime des devises, le directeur du CIAD s'est référé à la mise en œuvre du nouveau régime de change pour la parité fixe du Dobra vis-à-vis l'Euro (1 € = 24 500 Dbs) depuis 2010. Cette disposition a contribué davantage à la stabilité des taux de change, avec l'impact positif dans l'environnement des affaires ; De même, l'amélioration de la prévisibilité de l'évolution du taux de change de la monnaie nationale et la diminution des risques de change ; la réduction progressive de l'inflation à un chiffre de valeurs; la diminution progressive des taux d'intérêt ; la facilitation des calculs économiques pour les opérateurs économiques.

VI – COMMERCE ET EMPLOI

La présentation du thème **Commerce et Emploi** a été assurée par M. Armindo Ceita. Au début de son allocution, Ceita a souligné le fait qu'il y a un consensus quant à l'état précaire de l'économie, nonobstant quelques progrès dans les indicateurs macroéconomiques. Cependant, l'orateur est d'avis qu'il est encore possible de renverser la situation.

Il a été dit que la croissance économique est très importante, mais elle ne suffit pas, de même que le développement soit une réalité, cela implique prendre en compte le visage humain, c'est-à-dire, le bien-être économique et social et culturel des personnes.

Le présentateur s'est référé au fait que le marché est un élément fondamental pour l'économie d'un pays et pour cela il faut commencer par le marché interne, au fur et à mesure que cela s'élargira vers l'extérieur, du régional à l'international

Le commerce, d'après l'orateur, peut contribuer au développement du pays, mais cela requiert une structure organisée et un encadrement des politiques de développement. Il faut que ce dernier interagisse avec les différentes politiques internes, tout en bénéficiant des travailleurs, des infrastructures, du système juridique, de la santé, de l'éducation.

En poursuivant sa présentation, Ceita a signalé qu'il faut créer l'emploi, mais que cela soit productif, capable de produire et accroître des valeurs ajoutées à nos produits. C'est la seule manière de contribuer à la réduction de la pauvreté, sachant que S. Tomé e Príncipe doit tirer le profit au maximum des avantages compétitifs dont il dispose. En plus, le taux de croissance démographique actuel, ainsi que la structure démographique de S. Tomé e Príncipe, a permis au pays de commencer à investir au profit démographique d'ici 5, 10 ou 15 ans. Pour finaliser sa présentation, l'orateur a affirmé qu'il est nécessaire de promouvoir la marque *S. Tomé e Príncipe* et notre cacao peut être un élément fondamental pour l'atteinte de cet objectif.

M. Laurent de l'UNEP a été le deuxième orateur du jour, ayant présenté le sous-thème démographie et population. Au début de sa présentation, Laurent s'est référé à la natalité et à sa distribution par l'Afrique, sans oublier que la mortalité est une situation inacceptable.

Tant que le taux de fécondité et de mortalité soit élevé, personne ne peut s'attendre à des résultats substantiels à moins que les deux phénomènes soient *attaqués* simultanément. En se référant à la natalité entre 2010 et 2050 et la moyenne de croissance annuelle des nouveaux africains, le présentateur a signalé que cette croissance peut atteindre un pic de 25.000.000 par an, entre 2025 et 2030, avant d'enregistrer une éventuelle inflexion. En fait, le rythme africain est très rapide ; comparé à l'Occident, la transition en Afrique est très lente.

D'après l'orateur, il y a une persistance de la jeunesse en Afrique, dans la mesure où la population de jeunes de moins de 25 ans varie entre 50 et 60 % ; d'ici à 2015, l'Afrique restera le plus jeune continent.

Une question se pose : dotée des structures actuelles l'Afrique pourra-elle répondre aux besoins de développement de sa jeunesse ? Investissements à l'intention de la jeunesse peuvent aujourd'hui amener un pays à atteindre un dividende démographique, mais les gains ne sont pas automatiques ni garantis.

Laurent a souligné le fait que les politiques concernant l'économie et la bonne gouvernance favorisent la croissance d'emploi et d'investissements dans les secteurs. Il y a forte intensité de main-d'œuvre pour encourager l'expansion des infrastructures et de la promotion du commerce pour assurer l'accès aux marchés internationaux et la création d'un environnement favorable aux investissements étrangers directs.

La première étape à un dividende démographique est une base rapide de la fécondité, en réponse aux besoins de la planification familiale au sein des jeunes, des femmes et des conjoints. Cela permettrait un meilleur suivi de l'éducation des enfants, particulièrement les filles... Ces investissements ont démontrés être efficaces pour accroître les changements dans la pyramide des âges ; avoir moins d'enfants signifie moins de personnes en charge, par rapport à la population d'âge actif.

Par contre, en ce qui concerne l'amélioration de la santé de la population, l'orateur est d'avis que si les enfants ont une bonne santé, ils vont plus à l'école et ce succès contribue donc à une main-d'œuvre plus qualifiée. Les jeunes ont des besoins de santé unique et la productivité économique est due au résultat de la préservation de la santé des travailleurs actifs.

Aussi, se référant à l'investissement dans l'éducation, le présentateur trouve que le système éducatif doit s'assurer que les jeunes qui terminent leurs études et aient de compétences nécessaires pour s'adapter à l'évolution du marché du travail.

Suite à cette présentation, M. Aldro Umbelina Neto est venu parler au nom de la Banque Centrale de S. Tomé e Príncipe.

D'après M. Umbelina Neto, la croissance économique est en soi le facteur plus participatif à la réduction de la pauvreté. En outre, il est plus en plus consensuelle la relation positive entre l'ouverture au commerce et la performance économique, en particulier pour les pays à faible revenu, dont le marché domestique est peu

développé. Dans les pays à faible revenu, la création d'emplois, surtout pour les pauvres, les hommes et les femmes, relève d'une expansion du marché intérieur grâce à un commerce international, tant au niveau régional que mondial. D'une manière générale, le commerce a un effet positif sur la croissance économique, mais l'ampleur de ce dernier varie considérablement d'un pays à l'autre ; Par conséquent, la preuve de l'impact du commerce sur la pauvreté n'est pas irréfutable. Toutefois, il a souligné qu'il faudrait tenir en compte que l'effet du commerce sur le revenu (et la pauvreté) fonctionne à multiples facteurs, et que les deux peuvent être positive, négative ou neutre, selon les circonstances et les particularités de l'endroit.

La plupart des économistes croient que le commerce (International) peut créer des emplois, mais, à son avis, il peut également les détruire. En réalité, le commerce seul ne suffit pas, et il n'est non plus une panacée pour réduire la pauvreté. Il a souligné que, pour créer un environnement des affaires favorable à la création d'emplois par le biais de commerce, il est essentiel qu'il ait une combinaison de politiques internes susceptibles de bénéficier les travailleurs, de mettre en place une infrastructure appropriée, ainsi que des systèmes plus efficaces de l'éducation et des institutions juridiques solides.

D'après l'orateur, plusieurs autres facteurs peuvent empêcher les pays pauvres de retirer les bénéfices du commerce, à savoir :

- Effets des politiques commerciales des pays de l'OCDE, ou même d'autres pays en développement ;
- Défaillances structurelles des économies (restrictions de l'offre, les lacunes stratégiques et institutionnelles ou les insuffisances en termes de capital humain.
- L'ouverture du commerce qui accélère la croissance économique, car il n'est pas clair que ce facteur soit la source de croissance économique en faveur de l'emploi ou des pauvres.

Le principal objectif de l'initiative en faveur de l'aide au commerce est de :

- Appuyer les pays à faible revenu à surmonter les contraintes structurelles et les déficits des ressources ;

- Promouvoir et encourager leurs capacités à produire, être compétitifs et tirer pleinement parti des nouvelles opportunités pour le commerce et l'investissement.

Il finit en disant que le commerce est un moyen pour atteindre une fin et non une fin en soi ; l'atteinte d'une croissance durable sera grâce à des politiques complémentaires visant la réduction de la pauvreté. Pour renforcer la contribution du commerce, il est nécessaire, au niveau national, de mettre en œuvre des politiques qui mettent les pauvres hommes et femmes en contact avec des opportunités d'affaires et, au niveau international, de fournir un support clairement identifié dans le commerce.

6.1. Promotion d'une entrepreneuriat compétitif

Monsieur Adérito Bonfim a été le présentateur du thème **Promotion d'une entrepreneuriat compétitif**.

En se référant au besoin de développement d'actions qui prônent pour la compétitivité de l'entrepreneuriat à STP, M. Bonfim exhorte à la production d'image et réputation de produits locaux. Il s'agirait d'apporter quelque valeur ajoutée à notre économie.

Il a défini quelques concepts dont: Marques et fonctions de la marque ; Valeur ajoutée et Branding. D'après la notion de marque du présentateur, cela distingue les produits et services d'une entreprise de l'autre. Il a souligné, que cela se traduit en signes distinctifs visibles et/ou audibles, susceptibles de représentation graphique, sans oublier également à valeur ajoutée et au concept d'image de marque.

M. Bonfim s'est référé à la nécessité de développer des actions qui favorisent la compétitivité des entreprises de S.T.P à travers l'image et la réputation des produits locaux qui apportent une valeur ajoutée à notre économie.

En concluant son intervention, M. Bonfim s'est référé au fait qu'il est nécessaire d'identifier les outils appropriés de propriété intellectuelle pour protéger la marque des affaires (architecture de marque, communication et développement) et d'exporter des stratégies (renseignements sur les marchés). C'est une forme de

visage restrictions de clavecin d'alimentation et chaîne (production, traitement, gestion marketing et marque) de valeur.

Voici quelques recommandations proférées par l'intervenant:

- Que se deve institucionalizar um sistema nacional de qualidade;
- Création d'un Conseil National pour la normalisation/certification, condition fondamentale à l'adhésion de STP à ISO.
- Création d'un plan d'action sur l'analyse de normalisation, de certification et de conformité.
- Conception et création d'un SQA durable.
- Intégration du PNDPI dans les politiques de développement du STP.

Suite à cette dernière intervention, il revenait à M. Acácio Bonfim d'assurer la modération des débats, échanges d'opinions et recommandations du thème en discussion.

Il a été l'occasion pour que m. Eugénio Soares prenne parole pour exhorter le pays à tirer mieux profit du cacao mais en termes d'une production de haute qualité. Aussi, il faudrait que le pays transforme nos élèves en machines technologiques, dotés de connaissances susceptible de promouvoir la production de l'avenir. Selon toujours M. Soares, l'économie bleu est une façon de promouvoir les services.

Ensuite, l'Ambassadeur Urbino Botelho a souligné le fait que l'intégration régionale soit fondamentale au combat de la pauvreté et du sous-développement.

L'autre intervenant, M. Zeferino Ceita s'est référé au fait que l'agriculture n'est plus au service du développement du pays, dans la mesure où le pays ne dispose pas d'une politique monétaire, ne travaillant donc que sur la base d'une politique fiscale. Selon cet intervenant, il faudrait changer de paradigme.

Quant à Nadil Cabral, cet intervenant soulève la question de la famille et remet en cause la formation de nos techniciens pour aider le développement du pays. M. Bonfim a souligné que le manque des techniciens vétérinaires a entraîné des contraintes professionnelles au secteur. Quant à M. Nicholas Neto, ce dernier trouve que la meilleure façon de promouvoir le développement durable du commerce passerait nécessairement par la vente de la marque du pays, par la

création de la communauté chargée de la promotion de l'image du pays et, finalement, par la définition d'une meilleure stratégie de développement du secteur.

Quant à lui, M. Osiris Costa trouve qu'il manque non seulement la diversification de sources de financement mais également du financement proprement dit du secteur privé.

6.2 – Conclusions et Recommandation du Thème Commerce et Emploi

6.2.1. Conclusions

Les conclusions de ce thème sont celles suivantes:

- Qu'il fallait organiser premièrement le marché intérieur et développer plus tard celui régional et international, constituant des mécanismes de lutte contre la pauvreté; Cette forme de lutte est essentielle pour les pays à faible revenu, comme c'est notre cas. Toutefois, il est souhaitable de créer un climat d'affaires favorable à la création d'emplois par le biais de commerce, dans une perspective de combinaison de politiques internes qui bénéficient aux travailleurs, une infrastructure adéquate, un système éducatif efficace et des institutions juridiques solides. C'est la seule façon de construire un développement qui prenne en compte le bien-être économique, social et culturel de la personne humaine.
- Le commerce peut contribuer au développement du pays, mais il doit être structuré, organisé et ayant un cadre de politiques de développement ;
- L'initiative en faveur de l'aide au commerce est de promouvoir et de stimuler le développement de ses capacités de production, favoriser la compétitivité afin d'être en mesure d'utiliser davantage les possibilités offertes par le commerce et l'investissement.
- Le commerce peut contribuer au développement du pays, mais il doit être structuré, organisé et ayant un cadre de politiques de développement ; L'initiative en faveur de l'aide au commerce est de promouvoir et de stimuler le développement de leurs capacités de production, favoriser la compétitivité

afin d'être en mesure de prendre avantage des possibilités offertes par le commerce et l'investissement.

- S. Tomé e Príncipe deve procurar tirar o máximo partido possível das vantagens competitivas que tem. É necessário promover-se a marca S. Tomé e Príncipe e o nosso cacau pode ser um elemento fundamental para atingir tal objetivo.
- S. Tomé et Príncipe devrait essayer d'utiliser le maximum possible les avantages comparatifs dont il dispose. Il est nécessaire de promouvoir la marque S. Tomé e Príncipe et notre cacao peut être un élément essentiel pour atteindre cet objectif.
- Para reforçar o contributo do comércio, é necessário, a nível nacional, que seja implementada políticas que coloquem homens e mulheres pobres, em contacto com as oportunidades de negócios.
- Pour renforcer la contribution du commerce, il est nécessaire que l'on puisse mettre en œuvre, au niveau national, des politiques qui mettent les pauvres hommes et femmes en contact avec les opportunités d'affaires.

6.2.3. Recommendations

En termes de recommandations, il faut souligner le suivant:

- a) Renforcer la contribution du commerce au niveau national, mettre en œuvre des politiques qui mettent les hommes et les femmes de faible revenu en contact avec les opportunités d'affaires;
- b) Créer de conditions pour la rentrée de S. Tomé et Príncipe dans l'Organisation du Commerce International ;
- c) Améliorer des indicateurs statistiques au vu du perfectionnement des prévisions macroéconomiques et du renforcement de son rôle en tant qu'instrument pour mesurer les progrès du développement ;
- d) Créer et concevoir un SQA (système de la qualité alimentaire) avec durabilité;

- e) Mise en place d'une politique fiscale capable de prendre en compte la nécessité de promouvoir la productivité économique, afin d'éviter que le fardeau de l'impôt sur sociétés nuise la compétitivité de l'économie;
- f) Transformation de Sao Tomé et Príncipe dans une économie de services, capable d'accroître la circulation de l'environnement des capitaux.

VII- REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

Ce panel a été consacré au thème **Réforme des Finances Publiques**

Le premier intervenant pour ce thème a été M. Flávio Soares da Gama, représentant de la Banque Africaine du Développement (BAD).

M. Gama a abordé le sujet relatif à la bonne gouvernance et aux finances publiques. Le représentant de la BAD a souligné que les raisons de la réforme des finances publiques sont dues à la nécessité (i) d'aliénation des indicateurs qui entraînent les déséquilibres macroéconomiques; (ii) d'instauration d'outils permettant une visibilité de la mise en œuvre des réformes face à l'appui des partenaires de développement; (iii) de doter le pays d'outils qui puissent permettre aux 'decision makers' de respecter les principes standards de la bonne gouvernance; (iv) de perfectionner les indicateurs de croissance et du développement socioéconomique ; et, (v) d'avoir plus de transparence dans la gestion des ressources publiques, à travers les échanges d'information.

Falou também da perspectiva do Banco (BAD) e das Estratégias de Governação e Plano de Ação do Banco para África (GAP) 2014-2018; referiu-se à Visão da África gerida na base da transparência, da prestação de contas e da liderança das instituições, capazes de orientarem o país a um crescimento inclusivo e sustentado.

Ao nível de Objetivos, são estes os que anunciou:

- Melhorar a capacidade institucional do Estado na ótica de uma gestão eficaz e transparente dos recursos públicos;
- Melhorar a capacidade dos cidadãos no seguimento e implementação dos resultados.

- Promover ambiente favorável de negócios, direcionado para a transformação socioeconómica em África e para a criação de emprego e de inclusão financeira.

Ao nível dos instrumentos, referiu-se ao apoio orçamental, projetos e assistência técnica, conselheiros, e estudos.

No que tange aos níveis de intervenção (FS, LICs, MICs), os objetivos são os de:

Direciona-los para ajudarem os Países na gestão eficiente dos recursos públicos;

Proporcionar a boa governação nos sectores considerados chaves, tais como infraestruturas, energia, telecomunicações, água e saneamento, recursos naturais, etc.

Dotar os Países membros de mecanismos para permitir o desenvolvimento do

sector privado.

No que concerne aos desafios, falou do défice no controlo das despesas públicas e da fraca capacidade na realização de auditoria interna; da falta de prestação de contas e mecanismos de controlo; da falta de apropriação dos acordos envolvidos no processo da reforma; da fraca compreensão das regras e procedimentos que regem o concurso público; da fraca capacidade de absorção dos recursos disponíveis; da necessidade de combater a corrupção a nível institucional e da fraca apropriação dos parlamentares na análise e seguimento do Orçamento Geral do Estado.

Em prosseguimento à sua intervenção, disse que os próximos passos passarão pelas restrições orçamentais. Daí que se torna imperativo introduzir eficiência e eficácia no sector público e sistemas que garantam a melhor eficiência e rentabilidade. Há necessidade de o país dispor de quadros que venham a gerir os recursos do Estado de uma forma transparente, eficiente e responsável; referiu-se ao reforço da capacidade em matéria de finanças públicas e boa governação, em colaboração com instituições regionais africanas-e.g. *Africa Budget Reform Initiative* (CABRI); ao encorajamento dos Países a divulgarem os resultados

Financiar o défice do setor público através da emissão de moeda ou optar pela via de empréstimo, aumentando o défice operacional?

financeiros; ao apoio aos países no processo de descentralização de poderes a todos os níveis, para que os mesmos possam melhorar a sua capacidade de mobilização de recursos internos; ao apoio às instituições de supervisão e de integridade, incluindo o Parlamento, o Tribunal de contas, a Justiça, o Gabinete de concursos públicos e as agências de anticorrupção.

7.1. La Problématique des Finances Publiques

O orador Dr. Artur Vera Cruz, do Tribunal de Contas, abordou a temática da problemática das finanças públicas.

Sublinhou que na Teoria do Estado e da Constituição, as finanças públicas estão subjacentes a atividade económica desenvolvida pelo Estado enquanto um ente público.

Referiu-se que o objeto da temática cinge-se a duas atividades fundamentais: a de *gestão dos dinheiros públicos* e a de *controlo dos dinheiros públicos*.

Discorreu sobre S. Tomé e Príncipe e a sua insularidade, ressaltando o sobrecusto da energia de 4,5% do PIB; o sobrecusto de transporte aéreo de passageiros de 2,9% do PIB; o sobrecusto de telecomunicações 2,6% PIB (no contexto institucional e no domínio jurídico este setor é ainda pouco favorável à iniciativa empresarial); a necessidade de melhoria do ambiente de negócios e da promoção do investimento.

Acerca das finanças públicas verso política fiscal, adiantou que a política fiscal visa uma dualidade de objetivos intrinsecamente correlacionados, nomeadamente: estimular a produção garantindo o crescimento económico e consequentemente reduzir a taxa de desemprego.

Prosseguindo a sua intervenção, apresentou cenários de política fiscal como a seguir se descortinam:

1. Se se optar financiar o *défice* do setor público através da emissão de moeda (que deve ser descartada face ao impacto significativo) haveria uma sobretaxa de inflação.
- 2 - Se se optar pela via de empréstimo, ou seja, pela venda de títulos da dívida pública ao setor privado, tender-se-ia aumentar o *défice* operacional devido ao pagamento dos juros.

3 – Se se optar por diminuir a tributação, dando aos consumidores mais dinheiro para gastar, aumentar-se-ia os gastos do governo através da contratação de serviços (construção de estradas, escolas, os níveis gerais de desemprego cairiam: controlo/inflação)

Fez também alusão à problemática da finança pública dos países africanos, tendo-se referido ao fato de a fiscalização das finanças públicas ter principalmente duas ordens de fundamentos: (1) fundamentos jurídico-políticos, com vistas a assegurar que o executivo se mantem dentro dos limites da lei orçamental e (2) fundamentos económicos, que visa evitar os desperdícios e a má utilização dos recursos públicos.

Frisou ainda de que decorre de um imperativo categórico do Estado de direito democrático que transcende a vontade política, na medida em que cada cidadão tem a obrigação de saber o que se passa a nível da gestão da “coisa pública” e a participar tão plenamente quão possível na vida pública da sua sociedade e criticar funcionários do governo ou políticas insensatas.

Representa o único atestado da transparência e, por conseguinte, da boa governação, adiantou o orador.

Referiu-se que o Tribunal de Contas é o órgão supremo e independente de controlo da legalidade (receitas e despesas públicas e julgamento das contas), visando pôr termo as insuficiências registadas ao nível de controlo financeiro das finanças públicas;

- Necessidade de restituição da indispensável transparência às contas públicas e a própria aplicação dos bens e dinheiros públicos;
- Tribunal de Contas é chamado como uma exigência dos Estados modernos e democráticos, e princípios universalmente aceites e expressos pela INTOSAI.

Finalizou com a apresentação de conclusões e recomendações que seguem:

A essência das Instituições superiores de Controlo é a fiscalização das finanças públicas.

Estas instituições não podem estar ao serviço de luta de classes. Por isso é indispensável:

1. Que se tome consciência do seu papel fundamental;
2. Que as suas orientações sejam tidas em consideração;
3. Que os meios à disposição sejam "adequados";
4. Que as legislações neste domínio sejam "aperfeiçoadas" de forma a permitirem o aumento da "relevância" da cultura de fiscalização e "resolver um dilema e superar um paradoxo", sobre os seus benefícios.
5. Que se promova uma política fiscal que influencie os níveis de produtividade macroeconômicos, isto é aumentando ou diminuindo os níveis dos tributos e o gasto público

A intervenção do Dr. Gareth Guadalupe assentou também nas questões relativas a Finanças Públicas, reportando-se sobretudo à organização do Orçamento Geral do Estado

Terminadas as apresentações, sob a moderação da Dra. Maria do Carmo Trovoada Silveira, passou-se ao questionamento das afirmações feitas pelos oradores. Dr. Emery Narciso referiu-se à criação de um organismo de normalização e certificação de qualidade, fator fundamental para o crescimento do país que queira exportar os seus produtos; por outro lado foi dito por um participante que é preciso melhorar a capacidade institucional do Estado na ótica de uma gestão eficaz e transparente dos recursos públicos; um outro participante referiu-se à necessidade da prática da boa governação nos sectores considerados chaves, nomeadamente infraestruturas, energia, telecomunicações, água e saneamento, recursos naturais, etc.

7.2 Conclusions et Recommandations du Thème Réforme des Finances Publiques

7.3 7.2.1. Conclusions

Neste painel produziram-se as seguintes **conclusões**: às finanças públicas estão subjacentes a atividade económica desenvolvidas pelo Estado enquanto ente público; o Tribunal de Contas é o órgão supremo e independente de Controlo da legalidade, visando pôr termo as insuficiências registadas ao nível de controlo financeiro do Estado; a essência das instituições superiores de controlo é a fiscalização das finanças públicas e deve-se tomar consciência do seu papel

fundamental e das suas orientações; a legislação neste domínio seja aperfeiçoada, de forma a permitir aumentar a "relevância" da cultura de fiscalização e se promova uma política fiscal que influencie os níveis de produtividade macroeconômicos, isto é, aumentando ou diminuindo os níveis dos tributos e do gasto público.

7.2.2. Recommendations

De todas as intervenções ficou recomendado que:

- a) A reforma das finanças públicas seja feita em função das estratégias de desenvolvimento do país;
- b) A transformação de STP, numa economia de prestação de serviços, em ambiente de cada vez de maior circulação de capitais, exige uma política fiscal e parafiscal competitiva, passando por uma baixa fiscalidade, ao nível da tributação de rendimentos do património e mais-valia de cada vez maior estabilidade e previsibilidade fiscais;
- c) O estabelecimento da política fiscal deva ter em conta a necessidade de promoção da produtividade económica, para evitar que a carga fiscal sobre as empresas comprometa a competitividade da economia;
- d) Seja elaborado um estudo sobre o sistema parafiscal em vigor, de modo a aferir da sua adequação aos objetivos de uma fiscalidade competitiva;
- e) Se envide esforços no sentido de enquadrar os orçamentos gerais do Estado nos objetivos estratégicos do país;
- f) Seja definida prioridade na afetação de recursos públicos e uma melhor avaliação do custo/benefício do investimento público, com vista à melhor eficácia dos investimentos;
- g) Se defina que a conceção de incentivos seja feita em função da importância sistémica do projeto de investimento na economia;
- h) Seja efetuada uma maior coordenação entre as políticas orçamentais, monetária e financeira;
- i) Se reforce a fiscalização prévia para melhorar a transparência na afetação de recursos e a sua consequente gestão;

- j) Se realize um estudo sobre a gestão das despesas públicas e o impacto na carga fiscal, na competitividade das empresas.
- k) Seja criado um Concelho Nacional de Normalização/Certificação de qualidade, condição fundamental para a adesão de STP à ISO (Organização Internacional de Normalização)

A sessão desse dia terminou, tendo ficado os terceiro e quarto painéis para serem apresentados e debatidos no dia seguinte.

VIII- ***TOURISME ET DEVELOPPEMENT***

O período da manhã do último dia do fórum foi consagrado à apresentação do tema ***Tourisme et Développement***.

A primeira intervenção foi a do Eng.º João Gomes, da sociedade civil, gerente da empresa comercial HB.

Ao iniciar a sua intervenção, Eng.º João Gomes começou por dizer que as ilhas de S. Tomé e Príncipe têm uma ímpar beleza natural; também conta com uma população acolhedora, humilde e afável, de história e costumes que despertam a atenção dos visitantes, apesar da profunda degradação, tanto das aldeias como do imenso património arquitectónico, particularmente nas antigas roças coloniais.

Salientou que as ilhas, pela sua localização estratégica no Golfo da Guiné e pela sua insularidade, reúnem condições para explorar um turismo urbano, baseado no *shopping*, lazer e negócios, que atrai as elites dos países da sub-região.

Disse que o turismo em STP deveria assentar igualmente no seu principal potencial que é uma exuberante e luxuriante natureza bem como as suas gentes.

Falou do ecoturismo e do agroturismo que permitem a combinação do turismo com a agricultura, levando vida às roças de cacau e de café.

Referiu que as antigas roças constituem um rico património aonde se pode desenvolver, se bem concebido, um turismo de qualidade com grande impacto na vida social das pessoas. Para tal, é vital investir-se nas pessoas que hoje habitam às antigas roças. O sucesso e a auto-sustentabilidade deste tipo de turismo dependem da qualidade e do nível que se der a este setor. Neste campo já temos

hoje alguns bons exemplos, nomeadamente Roça Belo Monte “Plantation Hotel” no Príncipe e Hotel Mucumbli em Ponta Figo. Sublinhou que o Grupo HB tem um projeto para a construção de um Hotel no interior da Quinta do Castelo, que consiste em recriar o quintal de uma pequena roça com o casarão (casa de patrão) e duas casas-comboio. Esclareceu que Quinta do Castelo é parte da antiga Roça Castelo.

Sobre o impacto na economia ao nível do emprego, falou que nos anos 80, o sector da Agricultura geria em STP mais do que 150 roças. Se porventura cada uma dessas roças

se transformasse num pequeno centro para alojar turistas, o país poderia ter 150 centros com um total de 1.500 quartos (3.000 camas) gerando mais de 2.000 empregos diretos e mais de 4.000 indiretos ou seja, mais de 6.000 novos postos de trabalho no interior das ilhas.

Ao nível das receitas, ressaltou que com quartos a 60 euros/noite e taxa de ocupação de 50% resultaria em receitas de alojamento acima de 16 milhões de euros por ano. A receita total de estadia poderia superar os 25 milhões de euros. Mas há constrangimentos. A esse nível salientou os seguintes:

- a) Ausência de uma visão nacional para o turismo;
- b) Ausência de recursos;
- c) Redução da pobreza no interior das ilhas;
- d) Reanimação da produção agrícola e efeito multiplicador no resto da economia.

A ausência de uma visão nacional para o desenvolvimento é consequência de uma deficiente atitude dos dirigentes (políticos, judiciais, sindicais ou empresariais); a ausência de recursos financeiros, quer por parte do Estado, quer por parte dos operadores económicos nacionais; a inexistência de um hotel escola, com vista à formação profissional de jovens em áreas como restauração, cozinha, camareiras, etc.

Os dirigentes habituaram-se a se servirem das organizações que dirigem em vez de se preocuparem com a comunidade que essas organizações têm a

Devido às incertezas e à fragilidade da economia santomense, os dirigentes habituaram-se a se servirem das organizações que dirigem em vez de se preocuparem com a comunidade que essas organizações têm a obrigação de servir.

O recurso terra, sendo muito importante, tem sido mal utilizado.

País pequeno e pouco conhecido. S. Tomé e Príncipe são duas pequenas ilhas e naturalmente pouco conhecidas pelo mundo. Necessita de medidas bem definidas com a contribuição de profissionais que garantam a correta divulgação das ilhas de modo a atrair investidores externos e turistas.

A impossibilidade de utilização de cartão VISA em STP, é um obstáculo muito constrangedor. O facto de os turistas estarem impedidos de pagar com cartões de crédito, tem feito com que algumas pessoas não venham a STP ou limitem as suas despesas locais. Urge que se levante este constrangimento. A intervenção de bancos de 1ª linha com interesses em STP é fundamental para a solução deste grande problema.

O orador finalizou com a apresentação de algumas conclusões/ recomendações que serão referidas em capítulos apropriados.

O orador seguinte, Dr. Pedro Martins, (representante do Hotel Pestana) apresentou o tema *o turismo e o desenvolvimento*.

Falou do enquadramento do turismo mundial em factos e números, UNWTO e TTCI, e do contributo do Turismo para a erradicação da pobreza, desde a criação de emprego e de riqueza à cobrança de impostos, casos concretos em vários países.

São Tomé e Príncipe, autêntico e único, o papel do turismo na integração do país na sub-região e o marketing Turístico do destino em São Tomé, a perspetiva de um investidor, 2010-2014

Teceu recomendações para o aumento da competitividade e atratividade do turismo de São Tomé e Príncipe, identificação das ações e abordagem ao custo das mesmas versus a criação de valor.

Falou da importância do turismo para a geração de empregos e redução da pobreza nas zonas rurais dos países em desenvolvimento e menos avançados

(PMA). Referiu que cada vez mais o turismo vem sendo reconhecido como uma importante fonte de crescimento econômico, particularmente em países pobres.”

É necessário que S. Tomé e Príncipe promova a sua imagem na região e na europa.

Deu exemplo de outros países e dos trabalhos que têm feito para a valorização do turismo, nomeadamente a Tanzânia, os Estado Unidos, a África do Sul e não só. “Pode-se desenvolver o turismo tendo em atenção as instalações e serviços do hotel ou pousada, as lojas e seus produtos, os restaurantes, a comida, os passeios locais e a segurança fazem parte do produto turístico. As festas e festivais, os pontos turísticos e as experiências de acessibilidade fazem parte da experiência turística como um todo. Todos esses elementos devem ser considerados pelos atores do setor de turismo no destino se quiserem vender todos os seus assentos em aviões, navios e ônibus, quartos de hotel e salas de eventos, restaurantes e lojas de souvenirs e de iguarias o ano todo”.

Fez recomendações para o aumento da competitividade e atratividade do turismo de São Tomé e Príncipe, identificando ações e abordagem ao custo das mesmas contra a criação de valor.

É necessário que S. Tomé e Príncipe promova a sua imagem na região e na europa; o enfoque na espantosa diversidade de São Tomé e Príncipe como fator diferenciador e de vantagem competitiva (sol/praias, natureza e cultura); O desenvolvimento de atividades que complementem a experiência no destino desportos náuticos, SPA e excursões terrestres e marítimas, assim como promoção e consumo de artigos de produção local.

Recomendou que a marca São Tomé e Príncipe e o ECO-Friendly devem estar presentes na promoção do país.

Também, em representação da sociedade Civil, Dr. Boris Divjak (IFC, Banco Mundial) introduziu um tema na mesma área e disse que o turismo é um Poderoso Criador de Emprego e Motor de Crescimento em Todo o Mundo. Deu exemplos de postos de trabalho, dos dinheiros acrescentados ao PIB, das receitas de exportação, de investimentos.

Referiu-se à situação natural de S. Tomé e Príncipe que são bóias estruturais para o mercado de turismo:

Recursos Naturais

- Pequenas praias aninhadas
- Vários ecossistemas diferentes, incluindo florestas tropicais
- Parque Nacional de Obô: orquídeas, aves, e borboletas
- Lagos cristalinos e cascatas

Bens Culturais

- Restos de arquitetura colonial portuguesa na capital de São Tomé
- Roças em ambas as ilhas
- Restos da rede ferroviária que liga as Roças
- História de grupos étnicos de escravos

Realçou as vantagens competitivas:

- Segurança
- Não-existência da malária
- Estabilidade política
- Proximidade de importantes mercados emissores internacionais
- Vasta oferta de hospedagem de padrão internacional
- Receptividade da população local para o turismo
- Condições favoráveis ao ambiente natural

Contudo afirmou que há obstáculos que têm de ser ultrapassados. Exemplo: ausência de política de turismo de STP. Mas há outros que limitam o sector:

- Limitado acesso aéreo (para e dentro do país);
- Incapacidade do país em cumprir as normas de segurança aérea internacional;
- Limitação na oferta de serviços de saúde;
- Infraestruturas deficientes e caras que resultam em preços mais altos;
- Sazonalidade relativamente elevada;
- Mão de obra com pouca experiência;
- Número limitado de operadores turísticos e pacotes integrados;
- Fraca capacidade da DTH;

Acções que o Governo tem de agilizar no caso o processo de visto de turismo, na medida em que:

- O sistema electrónico vai permitir turistas a solicitar vistos on-line;
- Evita a necessidade de enviar o passaporte para os poucos consulados existentes;
- Vai reduzir o tempo de processamento e também o seu custo;
- Será importante considerar também a revisão da sua política de vistos para alguns mercados-chave;

Como modernizar os vistos em São Tomé e Príncipe? Respondendo à sua pergunta adiantou:

- Acesso à informação;
- Melhorar o atendimento ao cliente e comunicação – externamente;
- Aumentar o compartilhamento de informações dentro do Governo;
- Aproveitar a internet para fornecer informações aos clientes;
- Reduzir os requisitos de documentação e entrevista (on-site e on-line);
- Aumentar a capacidade de processamento de vistos on-site;
- Instalações de imigração, especialmente no Aeroporto Internacional de São Tomé;
- Direcção de Migração e Fronteira – backoffice;
- Melhoria de eVisaST -> sistema e-visto próprio;
- Estender os prazos e limites de validade dos vistos;
- Iniciar programa de isenção de visto para os nacionais seleccionados (expandir além de Angola; por exemplo: os países da UE, EUA, CPLP e outros clientes turísticos importantes);
- Permitir a entrada sem visto para os titulares de um visto emitido por um país terceiro (ex: portadores de Visto Schengen);
- Emitir vistos à chegada, isenções de visto para cruzadores, cartões turísticos.

Que caminhos seguir?

- ❖ Melhoria e diversificação das ligações aéreas de STP com os principais mercados emissores

Prioridades

- ❖ Melhorar a capacidade de cumprir as normas de segurança
- ❖ Melhorar a infraestrutura no aeroporto
- ❖ Realizar análise de custo-benefício para avaliar a escala dos incentivos necessários para estimular novos serviços aéreos
- ❖ Focalizar em produtos naturais e culturais
- ❖ Desenvolver produtos que incorporam o povo de STP
- ❖ Modernizar e promover melhor algumas instalações existentes
- ❖ Desenvolver as roças utilizando o modelo de Parques Nacionais
 - ❖ *As Roças de S. Tomé e Príncipe são um tesouro único*
 - ❖ *Autoridade de Gestão da Área Protegida /Locador*
 - ❖ *Agência pública de conservação:*
 - ❖ *Foco na perícia ambiental*
 - ❖ *Gestor da área protegida*
 - ❖ *Fornece o conjunto da infraestrutura*
 - ❖ *Optimiza a criação de receitas*



Criar Fundo Comunitário / Locatário & Promotor

Fundo Comunitário:

- *Estrutura representativa & legalmente estável;*
- *Arrendamento de 45 anos;*
- *Proposto através de “consultas ao mercado” dirigidas;*
- *Instrumento de financiamento & desenvolvimento;*
- *Gere as sub-locações;*
- *Distribui os benefícios aos associados.*

Operador Privado/Sub-locatário

A cultura como forma de concentração do saber transporta a intelectualidade e a capacidade de bem governar arguí pela inclusão social que é a base do desenvolvimento sustentável.



Parceiro operador privado:

- Sub-locação de 10 a 15 anos;
- Fornece móveis, utensílios, equipamentos e capital de giro;
- Capacidade e experiência comprovadas;
- Selecionado por concurso;

- Sujeito a obrigações de apropriação;
- Devolvido após 15 anos.

As instalações e os serviços do hotel ou pousada, as lojas e seus produtos, os restaurantes, a comida, os passeios locais e a segurança fazem parte do produto turístico. As festas e festivais, os pontos turísticos e as experiências de acessibilidade fazem parte da experiência turística como um todo. Todos esses elementos devem ser considerados pelos atores do setor de turismo no destino se quiserem vender todos os seus assentos em aviões, navios e ônibus, quartos de hotel e salas de eventos, restaurantes e lojas de souvenirs e de iguarias o ano todo.

Constata-se muitas deficiências na infraestrutura da ilha são vistas como obstáculo, já que apenas poucos quartos de hotel oferecem padrão aceitáveis para turistas estrangeiros e o acesso à ilha é limitado pela falta de voos internacionais e navios com rota para ela.

É indispensável promover a imagem na região e na europa;

Que caminho seguir para o desenvolvimento turístico em STP?

Melhoria e diversificação das ligações aéreas de STP com os principais mercados emissores.

Prioridades

- Melhorar a capacidade de cumprir as normas de segurança;
- Melhorar a infraestrutura no aeroporto;

- Realizar análise de custo-benefício para avaliar a escala dos incentivos necessários à promoção de novos serviços aéreos;
- Focalizar em produtos naturais e culturais;
- Desenvolver produtos que incorporam o povo de STP;
- Modernizar e promover melhor algumas instalações existentes;
- Desenvolver as roças utilizando o modelo de Parques Nacionais.

Para o Sector Agrícola tem que se promover as atividades de reflorestamento, através da aplicação de técnicas agroflorestais;

Todos os sectores da vida nacional devem introduzir nos seus planos e programas os aspetos ambientais que podem influenciar a sua aplicação.

Seja incluída a dimensão cultura, no processo de desenvolvimento para que se torne sustentável uma vez que só assim se pode falar de projetos de erradicação da pobreza, de melhoria das condições de vida, de género, de incentivos que contribuem para melhor exploração do turismo.

Terminada essa intervenção, foi a vez de Dr. Armindo Aguiar falar sobre o *papel da cultura no desenvolvimento*. Disse entre outras:

Há muitos anos que humildemente temos vindo a advogar a favor da melhor atenção à cultura nacional porque sempre entendemos que ela tem de ser colocada para assumir irrecusável importância no nosso desenvolvimento. Nas nossas intervenções, vimos aduzindo vários e valorosos argumentos que não têm sido apreendidos por pessoas que por dever de ofício deveriam parar um pouco ouvir e pensar... É possível que até haja quem ouça mas a limitação do seu conhecimento levam-nos a entender que a cultura é simplesmente folclore, arte e crenças.

Mas ela não é somente isso! A cultura é muito mais! É ciência, é arte, é literatura, é... também fazer a agricultura, a pesca, a administração pública! É a aplicação da justiça, é também técnica de comunicação e informação, é tecnologia de ponta... é saúde e desporto... É ela que arquiteta e molda o pensamento dos que têm o dever de requalificação dos espaços da nossa cidade. Isso significa estar culturalmente preparado para dirigir e orientar a estrutura e organização da urbe, para que esta não fique “quiosquizada” (cheia de quiosques), com uma urbe desprezada, toda a sua finura abandonada, mal gerida, um lugar

desagradável, desfigurada, onde a higiene está completamente arreada, desdenhada pelos que têm a responsabilidade de fazer dela um cartão de visitas para todos quantos nos visitam se identifique com esse ambiente de bem-estar social. Mas o que é isso da sustentabilidade? No âmbito económico é um conjunto de medidas e políticas que visam a incorporação de conceitos ambientais e sociais no processo de desenvolvimento. Aos conceitos tradicionais de mais-valias económicas são adicionados como fatores a ter em conta, os parâmetros ambientais e socioeconómicos, criando uma interligação entre os vários setores.

Muito se procura o lucro apostando na política de base económica. Mas o lucro não é somente medido na sua vertente financeira. Ele é também encontrado quando se associa valores sociais. No âmbito sociopolítica a sustentabilidade tanto se centra no equilíbrio social quanto no desenvolvimento socioeconómico. A cultura é tributária quando se pretende desenvolver o tecido social nas suas componentes humanas. É, afinal, um veículo de humanização da economia

A cultura é um tema de inegável transversalidade, que tem de ser compreendida e operacionalizada porque se trata de uma dimensão constitutiva da vida social. Como recurso, tem de ser acionado para promover a inclusão social. Por isso existem países potencialmente ricos e economicamente muito fortes que consideram a cultura como eixo fundamental do seu desenvolvimento, que asseguram altos valores ao seu Produto Interno Bruto. A questão é que apostam na produção de qualidade, para que os seus mercados nacionais e os internacionais abram, sem hesitar, as suas portas a comércio produtos culturais originários desses países.

Na modernidade a inclusão da cultura no processo é decisiva para o desenvolvimento sustentável. Sem isso, como falar em projetos de erradicação da pobreza, de melhoria das condições de vida, de género, ou de incentivos que contribuem para melhor exploração do turismo?

Independentemente da sua pequenez, para que a implementação do turismo seja um facto no desenvolvimento de S. Tomé e Príncipe, é necessário que o pensamento global deva considerar a dimensão da cultura para que esta seja um dos suportes daquele.

Sob a moderação da Dra. Maria das Neves, passou-se aos debates, trocas de pontos de vista e recomendações.

O Ecoturismo e o Agroturismo foram os que registaram maior número pertinência das intervenções sobre o turismo, dada a posição geoestratégica do país. Há consenso em relação ao melhor aproveitamento das roças. Constituem um rico património aonde se pode desenvolver, se bem concebido, um turismo de qualidade com grande impacto na vida social das pessoas. Para tal, é vital investir-se nas pessoas que hoje habitam as antigas roças, promovendo o seu saneamento.

8.1. Conclusions et Recommandations du 3^o Panel – Tourisme et Développement.

Depois de intervenções, na sua grande maioria unânimes, foram tiradas as **seguintes conclusões:**

8.1.1. Conclusions

Em S. Tomé e Príncipe é necessário ter-se uma visão nacional para o turismo pois este poderá jogar um importante papel no desenvolvimento das ilhas;

É fundamental a criação de um organismo público, com recursos suficientes, que se ocupe seriamente do turismo nacional.

Constata-se a ausência de uma estrutura vocacionada para a formação profissional de jovens em áreas como restauração, cozinha, camareiras, etc.; é fundamental que se crie linhas de crédito bonificado para o setor privado nacional voltadas para o turismo, agricultura e pecuária.

Aligeirar ou mesmo abolir o visto de entrada nas ilhas para fins turísticos. Esta medida poderia ser compensada com a introdução de uma taxa de turismo a ser cobrada nos hotéis.

Encetar um processo de saneamento das sedes das roças, e promover campanhas de sensibilização da população para que ela se aproprie dessa atividade, passando a ter um papel mais ativo no turismo. O património das roças deverá ser recuperado para a sustentabilidade do próprio turismo bem como para a redução

*A cultura é um importante factor
de coesão
de identidade nacional.*



da pobreza no interior das ilhas. O sucesso e o auto sustentabilidade deste tipo de turismo dependem da qualidade e o nível que se der a este sector; S. Tomé e Príncipe são duas pequenas ilhas e naturalmente pouco conhecidas pelo mundo. Necessita de medidas bem definidas com a contribuição de profissionais que garantam a

correta divulgação das ilhas de modo a atrair investidores externos e turistas.

Por isso, deve ser tomada como inequívoca realidade que deve ser adoptada no âmbito do processo de desenvolvimento de S. Tomé e Príncipe.

7.1.1.2. - Recomendações

Foi recomendado que:

- a) Sejam criadas facilidades para promover o investimento privado (estrangeiro e nacional), sobretudo no setor de agroturismo.
- b) Sejam criadas linhas de crédito bonificado para o setor privado nacional voltadas para o turismo, agricultura e pecuária.
- c) Se atualize o plano estratégico do turismo;
- d) Seja dada uma atenção particular à formação de recursos humanos como um fator vital, pelo que se torna urgente a criação de um hotel escola.
- e) Sejam valorizados os quadros formados.
- f) Se aligeire ou mesmo extinga o visto de entrada nas ilhas para fins turísticos.
- g) Sejam melhorados os serviços do Aeroporto de S. Tomé, de modo a torná-lo rápido e eficiente, tanto no embarque como no desembarque;
- h) Sejam criadas condições para que a nível nacional se possa realizar cobranças através de cartões de crédito, tornando possível a utilização de cartão VISA em STP

- i) Seja dada uma atenção especial à divulgação no exterior da imagem das ilhas de S. Tomé e Príncipe, criando um organismo público de promoção, com recursos suficientes para se ocupar seriamente do turismo nacional;
- j) Seja desenvolvido um programa de recuperação e conservação dos bens culturais de S. Tomé e Príncipe, como elemento fundamental de desenvolvimento do turismo;
- k) Seja integrada a diáspora na promoção e valorização do país para o desenvolvimento turístico;
- l) Caso S. Tomé e Príncipe tenha dificuldades em integrar a cultura no desenvolvimento, solicite a cooperação de países ou organizações internacionais de indiscutível experiência prática nesse domínio;
- m) A cultura seja vista pelo país como pilar do seu desenvolvimento;
- n) Seja desenvolvido o artesanato para oferta turística.



IX. RESSOURCES NATURELLES : TERRE ET MER

O quarto e último painel, designado *Ressources Naturelles: Terre et Mer*, teve como primeiro orador Doutor Filipe Bonfim veterinário, do Ministério da Agricultura.

9.1. Secteur agricole e les perspectives de desenvolvimento em S. Tomé e Príncipe

Referiu-se ao sector agrícola e às perspectivas de desenvolvimento em S. Tomé e Príncipe. Adiantou que o sector rural de São Tomé e Príncipe inclui agricultura, silvicultura, pecuária e pescas e é o segundo maior sector produtivo do País, depois do sector de serviços; apesar da sua contribuição para o PIB ser de 22%, a sua importância é evidente pelas suas potencialidades económicas e também,

pela população que dela depende diretamente, estimada em mais de 50% do total do País. É igualmente nas zonas rurais que se concentram uma grande percentagem da população pobre, o que torna o desenvolvimento rural indispensável para se alcançar a segurança alimentar e reduzir a pobreza.

Fez menção às potencialidades dizendo que STP é relativamente rico em recursos naturais e possui um forte potencial no desenvolvimento da agricultura, pecuária, floresta e pesca. O solo geralmente é de boa qualidade com temperaturas médias próximas de 25° C e uma variedade de microclima.

Adiantou que a Reforma fundiária permitiu distribuir parcelas de terra a 8000 famílias no meio rural, onde se concentra a maior pobreza do país e a longa experiência acumulada na exploração de cacau. Com as condições edafoclimáticas favoráveis do país e do mercado, tudo indica para oportunidades de crescimento desta cultura.

Referiu-se aos principais constrangimentos como a seguir se enumeram:

- Défice de infraestruturas socioeconómicas de base (rede de irrigação, mercados, transporte);
- Deflorestação acelerada pela utilização de madeira para construção e energia doméstica;
- Insuficiência de recursos financeiros para exploração de terras;
- Baixa fertilidade do solo em certos lugares;
- Investigação agrícola insuficiente;
- Ausência de fileiras organizadas de produção vegetal ;
- Insuficiências de infraestruturas de transformação armazenagem e de conservação ;
- Tendência migratória e forte dos membros dos agregados ;
- Insuficiências na implementação de estratégias disponíveis;
- Peso da tradição e dos hábitos alimentares ;
- Dificuldades de acesso ao crédito ;

Finalizou a sua comunicação, lançando os seguintes reptos:

- Incrementar as áreas cultivadas;
- Intensificar os cultivos;

- Melhorar os índices zootécnicos;
- Reduzir as perdas pós-colheitas;
- Processar e transformar os produtos;
- Aumentar a eficiência nas várias funções de comercialização de produtos e insumos.

9.2. Produits halieutiques de S. Tomé e Príncipe

Por seu lado, Dr. Olávio Anibal da Direcção das Pescas introduziu o item sobre os produtos do mar de S. Tomé e Príncipe

Referiu-se ao facto de o nosso mar ser bastante rico, exemplificando que existem 6000 espécies de lulas, espécies demersais 2000, pelágicos costeiros 4000, grandes pelágicos 17000, num total de 29 000 espécies. São espécies que têm uma grande importância económica para o país, tendo destacado as seguintes:

- Fonte de emprego;
- Principal fonte de proteína para o consumo nacional e Internacional;
- Fator de cumprimento dos objetivos do desenvolvimento do milénio;
- Fonte complementar para o desenvolvimento de turismo;
- Fonte de recursos para o desenvolvimento industrial;
- Quando explorado de forma sustentável é uma fonte inesgotável divisas.

Ressaltou a existência de documentos estratégicos para desenvolvimento do sector tais como:

1. Plano diretor das pescas (OCEANIC DEVELOPPEMENT);
2. Refundação do sector das pescas (Rapport FAO/SFC /STP);
3. Existências de normas de gestão, de controlo de qualidade (lei 9/2001, dec.19/2012 e dec.28/2012), são os grandes trunfos para o sector.

No que tange às perspectivas, indicou as seguintes:

- Existência do mar;
- Existência da juventude;
- Interesses dos parceiros nos recursos pesqueiros.

Ao finalizar a sua apresentação, sugeriu que se encontre mecanismos para a implementação das estratégias e que se aposte na industrialização das pescas.

9.3. *Ressources hydrocarbonés & halieutiques au JDZ Nigéria – S. Tomé Príncipe*

Dr. Arzemiro dos Prazeres do JAD falou sobre os Recursos hidrocarbonetos & haliêuticos na JDZ Nigéria – S. Tomé Príncipe.

Começou por dizer que a Zona de Desenvolvimento Conjunto (ZDC) está na área de sobreposição de fronteira marítima entre a Nigéria e S. Tomé e Príncipe e possui uma área total de 34.450 km². A ZDC é gerida através de um Tratado que existe entre os Governos da Nigéria e da República Democrática do São Tomé e Príncipe, utilizando instrumentos como os Contratos de Partilha de Produção (PSC), e regulamentos que dispõem sob formas de utilização ambiental bem como as disposições da Iniciativa de Transparência para as Indústrias Extrativas.

Adiantou que as decisões da Autoridade são tomadas sem recurso aos Estados Tratantes e têm-se tentado ao máximo isolar essas decisões da interferência política como aliás está manifesto no Tratado. Essas decisões do *Board* da Autoridade Conjunta são na sua maioria ratificados pelo Conselho de Ministros dos dois Estados denominado de *JMC*.

Quanto ao regime fiscal adotado até então, compreende principalmente o bónus de assinatura e o *royalty* de produção baseado em impostos aplicados sobre os lucros e taxas diversas. O JDA está neste momento a rever essa norma de forma a torná-lo mais atraente.

Pontuou que a aquisição sísmica e o seu respetivo processamento e interpretação foram dois programas bastante bem elaborados que sustentaram a decisão para a entrada do bloco 1 na fase de exploração. Brevemente o bloco deverá a entrar na fase de desenvolvimento, com vista a descoberta de mais poços e estudos para que se possa definir o respetivo programa de trabalho.

Como perspectivas futuras, referiu que não se prevê novas Rondas de Licitação Pública de Blocos para o triénio 2013-15, mas sim, nesse período, novas aquisições de dados sísmicos tridimensionais que determinarão necessariamente o redesenho dos blocos não adjudicados e a definição de outros novos que servirão de base para uma eventual licitação pública no futuro.

Quanto aos blocos 2, 3 e 4 cujas empresas operadoras eram respetivamente o Consórcio SINOPEC/ERHC/ADDAX, Anadarko e o Consórcio ADDAX/ERHC, Dr. Arzemiro dos Prazeres informou que as notícias são que neste momento surgiu interesse por parte de uma empresa israelita ELENILTO tendo como parceira técnica a SOCAR, empresa nacional de petróleo e gás de Azerbaijão. Essa parceria poderá vir a ocupar o espaço daquelas empresas nestes blocos. Para o efeito, uma primeira reunião técnica entre a JDA e a empresa ELENILTO ocorreu em ABUJA nos finais de último semestre do ano passado.

Quanto ao Bloco 5, a operadora do bloco formada pelo consórcio *Oranto/ICCOE* deverá iniciar no segundo semestre deste ano os trabalhos de pesquisa, pontuou o orador.

No que diz respeito aos recursos haliêuticos, revelou que a economia santomense é essencialmente suportada pelos sectores agrícola, pesqueiro e de serviços (turismo e telecomunicações). A pesca contribui com aproximadamente 6% para o PIB e emprega mais de 600 pessoas entre pescadores e palaiês.

Sublinhou também que é praticamente inexistente a presença do sector privado no sector, uma vez que a produção decorrente da pesca semi industrial vem da intervenção de uma franja específica do sector informal.

Rematou a sua intervenção dizendo que não fez referência às potencialidades existentes na ZEE e ZDC de forma separada por duas razões:

1^a- Porque as pesquisas efetuadas recentemente na ZDC e encomendada pela JDA ao Instituto de Pesquisa Marinha da Noruega não foram conclusivas em termos de potencialidades de espécies demersais e calamares. Entretanto, revelaram a existência de potencialidades de espécies pelágicas sobretudo de espécies tunídeas como o Patudo, a Albacora e o Bonito.

2^a- Porque as anteriores pesquisas realizadas na ZEE de S. Tomé e Príncipe incluíam a zona que hoje é denominada de ZDC, uma vez que naquela altura considerávamos essa zona como de jurisdição nacional.

O Eng.º Guilherme Mota da Agencia Nacional dos Petróleos, ao iniciar a sua intervenção disse que o Ministério das Obras Publicas e Recursos Naturais é a Instituição politicamente responsável pelo sector das Infraestruturas, Energia, Recursos Naturais e Ambiente.

A Agência Nacional do Petróleo é o órgão regulador com poderes para propor legislações, a sua implementação, a aplicação dos regulamentos e promover a exploração dentro da ZEE e supervisionar as operações petrolíferas.

Discorreu sobre as Companhias Petrolíferas na Z.E.E assim como os Bónus de Assinatura.

Falou também do Setor de Petróleo e Gás e ilustrou a fase em que nos encontramos.

Por fim, tocou sobre os problemas ambientais, tendo mencionado os que se seguem:

- Interferência no ambiente;
- Queima e emissão de gases (10% CO₂ para atmosfera - efeito estufa e mudanças climáticas);
- Derrame e Explosões (Acidentes & *Blow out*);
- Lavagem dos tanques; uso de produtos químicos /dispersantes
- Poluição e contaminação do mar (mares negras);
- Contaminação das praias e reservas piscatórias
- Contaminação e/ou morte das espécies protegidas.

9.4. *Environnement et Développement à S. Tomé e Príncipe-les principaux Enjeux*

Por último, Dr. Arlindo de Carvalho Director-Geral do Ambiente orou sobre o ambiente e desenvolvimento em S. Tomé e Príncipe e os principais desafios.

Numa primeira abordagem salientou que os resultados dos estudos de vulnerabilidade e adaptação no âmbito das mudanças climáticas vieram confirmar a grande vulnerabilidade do país face às questões ambientais em geral e às Mudanças Climáticas em particular, e dão indícios para que medidas de atenuação e de adaptação urgentes devam ser tomadas, pelas autoridades nacionais, como forma de prevenir possíveis ameaças potenciais, mitigar os

efeitos que já se fazem sentir, de forma a projetar um desenvolvimento sustentável para o futuro.

Por outro, frisou que o objetivo da análise da vulnerabilidade e adaptação dos diferentes sectores de desenvolvimento em Tomé e Príncipe prende-se com a necessidade de se identificar os impactos e de se proceder à avaliação das sensibilidades dos mesmos, face ao ambiente e às Mudanças Climáticas e de se promover ações tendentes a despertar as autoridades nacionais sobre a necessidade das questões ambientais serem consideradas como um dos atores principais do quotidiano das pessoas, orientadas por políticas públicas.

Proseguiu a sua intervenção dizendo que estudos realizados permitem concluir que é necessário e urgente que as questões ambientais sejam incorporadas nos planos, programas e ações de todos os sectores da vida nacional e demonstram a amplitude dos esforços que devem ser feitos pelas autoridades nacionais em conjunto com os parceiros internacionais de desenvolvimento para se poder caminhar rumo a um desenvolvimento autossustentado.

Numa segunda perspetiva, mencionou que, face aos impactos ambientais e climáticos identificados, com o destaque para o aumento da temperatura e da diminuição da precipitação, foram identificados diferentes efeitos adversos em vários sectores sociais e económicos nacionais com grandes repercussões no futuro da agricultura, pecuária, recursos hídricos, zonas costeiras, entre outros.

Proseguiu a sua intervenção sublinhando a influência das mudanças climáticas no sector de agricultura. Referiu que a diminuição de precipitação e o aumento da temperatura terão impactos significativos nos vários setores de atividades económicas e sociais no país.

Proferiu também que, considerando os diferentes sectores de atividade agropecuária e as respetivas especificidades, é necessário verificar com a maior profundidade possível, em que medida os elementos do clima em apreciação poderão contribuir para a degradação das condições desses sectores, num contexto de evolução a médio e longo prazo.

Como exemplo falou do nosso principal produto de exportação que é o cacau e que poderá vir a conhecer grandes dificuldades, já que as áreas atualmente cultivadas e localizadas em zonas cuja precipitação anual atual é inferior a 1800

mm, para o horizonte 2040-2060; poderá tornar-se inviável para a cultura, considerando que os valores de precipitação poderão ser inferiores a 1500 mm, com a agravante de, nos períodos de seca, poderem ser muito longos.

No que toca ao sector das pescas, adiantou que a falta de pescado que se verifica atualmente poderá ser no futuro mais acentuada com a redução da atividade piscatória.

Isto deve-se ao regime dos ventos que afeta a circulação oceânica e as precipitações. No Atlântico Tropical, o arrastamento para o oeste da água quente de superfície em Julho/Agosto e pelo efeito da compensação induz na parte leste da bacia e do Golfo da Guiné, a uma substituição da água superficial em águas mais profundas e, portanto, mais fria. Este é o fenómeno de afloramento “*Upwelling*”. As águas profundas, ricas em nutrientes, promovem a produção primária (fitoplâncton) que alimentam os primeiros organismos animais (zooplâncton) e que alimentam por sua vez os peixes. Assim, os recursos haliêuticos disponíveis são máximos entre Maio e Outubro no Golfo da Guiné, onde as águas frias estão presentes.

Sublinhou que no caso específico de São Tomé e Príncipe, os ventos são principalmente orientados no sentido Norte-Este em Janeiro e Norte-Oeste em Julho. São igualmente um pouco mais fortes na época da chuva do que na época seca ou gravana.

Segundo os estudos levados a cabo pelos peritos do IPCC, ainda que a humanidade deixasse hoje de emitir qualquer gramo de gases que provocam o efeito de estufa para a atmosfera, a quantidade existente no nosso planeta é suficiente para que o planeta terra continue a sofrer nos próximos cem anos das consequências das mudanças climáticas

Por isso, a única estratégia para todos os países, fundamentalmente os que estão em vias de desenvolvimento, é adaptar-se.

Neste sentido, algumas ações foram programadas para que o país inicie o seu processo de adaptação às mudanças climáticas, tais como:

- A obrigatoriedade de estudos de impacto ambiental para qualquer acção de iniciativa pública ou privada, relacionada com a utilização ou com a exploração

de componentes ambientais, ou ainda com a aplicação de tecnologias ou processos produtivos que afetam ou podem afetar o ambiente.

- A construção de lagos artificiais, barragens e represas com o objetivo de armazenar água das chuvas e rios de forma a aumentar a capacidade das reservas de água, constituem medidas de prevenção eficazes.
- A construção e uma maior densificação dos Dispositivos de Concentração de Peixes, DCP.
- A densificação da proteção natural das costas, introduzindo uma maior quantidade de plantas para a luta contra a erosão costeira.

Para o sector das Energias

- A Lei de Ordenamento do Sistema Elétrico Nacional (LOSEN), através da qual seria feita a identificação e a inventariação dos potenciais recursos naturais, os equipamentos e as componentes inerentes a área energética nacional.
- A Lei do Sector Elétrico (LSE), que regula o mercado de exploração, produção, transporte, distribuição e comercialização de energia elétrica nacional.
- Elaboração e aprovação do diploma legislativo promovendo a eficiência energética nacional, incentivando a importação de equipamentos elétricos eficientes, eletrodomésticos de alta eficiência, aquisição de motores elétricos eficientes de alto rendimento energético.
- Criação de incentivo fiscal, aduaneiro e tributário para os investidores da tecnologia de energia renováveis, e importação de equipamentos de alta eficiência energética.

Para o Sector Agrícola:

- Promoção de atividades de reflorestamento, através da aplicação de técnicas agroflorestais;
- Introdução de espécies tanto hortícolas como frutícolas resistentes à seca;
- Fomento de práticas agrícolas sustentáveis no uso das terras;
- Aumento das infraestruturas ligadas a irrigação;

- Incorporação das questões ambientais nos planos e programas de desenvolvimento do país sob a tutela da Instituição nacional responsável pela área de planificação;
- Introdução nos planos e programas de todos os sectores da vida nacional dos aspetos ambientais que podem influenciar a sua aplicação;
- Busca de mecanismos para que questões relacionadas com a vulnerabilidade ambiental dos sectores possam ser orçamentadas.

Estas intervenções serviram mais de informação ao Fórum.

9.5. Conclusions et Recommandations du 4^o Panel: - Ressources naturelles: La Terre et la Mer

Sob a moderação do Doutor Aires Bruzaca, passou-se a trocas de pontos de vista, comentários, **conclusões e recomendações**.

- a) Que se promova a economia do mar com base num modelo integrado e sustentado de acordo com os critérios de crescimento azul articulado com o desenvolvimento da economia azul;
- b) Seja criado um Plano Estratégico para o mar com impacto visível a curto e médio prazo;
- c) Seja estabelecido um protocolo entre o Ministério da Agricultura, Pescas e Desenvolvimento Rural e o competente Setor do Ordenamento do Território, para agilizar o processo de conceção de espaço para investimento turístico;
- d) Sejam incorporadas as questões ambientais nos planos e programas de desenvolvimento do país através da instituição competente;
- e) Apostar na industrialização das pescas;
- f) Introduzir em todos os sectores da vida nacional nos seus planos e programas de aspetos ambientais que podem influenciar a sua aplicação;
- g) Buscar mecanismos para que questões relacionadas com a vulnerabilidade ambiental dos sectores possam ser orçamentadas;

Nenhum país desenvolve sem serem suficientemente valorizados os seus recursos humanos e técnicos e assim poder tirar o melhor partido possível das capacidades e competências existentes nas demais áreas de intervenção.

- h) Criação dos Amigos do Ciad com o objetivo de promover sessões brainstorming com vista assessorar os decisores;
- i) Reforçar o CIAD técnica e financeiramente para que essa instituição possa melhor responder aos próximos desafios;
- j) Criar uma comissão de seguimento das recomendações saídas do Fórum;

- k) Reativar a associação dos economistas.

No seu encerramento, o Fórum contou com presença e alocução de Sua Excelência o Primeiro-ministro, alocução da qual se extraiu os seguintes excertos:

Quero cumprimentar os participantes que se fizeram presentes neste evento, exprimindo-lhes a nossa satisfação pela sua participação num gesto de cidadania ativa que se enquadra no esforço que todos devemos empreender para fazer de S. Tomé e Príncipe uma nação verdadeiramente soberana, próspera, justa e igualitária...

Pelo apoio técnico e logístico prestado para que a realização deste Fórum tivesse lugar, quero agradecer de forma muito particular ao Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento (PNUD) na pessoa do seu Representante Residente, o Senhor Eng. José Salema, que nos tem acompanhado atentamente nesta cruzada histórica de superar as dificuldades políticas e fraquezas institucionais, combater o

~~~~~

*fenómeno da pobreza e promover o crescimento da economia, com vista a promover o desenvolvimento humano e garantir aos santomenses uma vida mais digna.*

*As opções em torno dos temas “Comércio e Emprego”, “Reforma das Finanças Públicas”, “Turismo e Desenvolvimento” e “Os recursos naturais da Terra e do Mar”, condensam no fundo todo um conjunto de preocupações de procura de diretivas oportunas e seguras para alavancar a economia de S. Tomé e Príncipe que, como pequeno Estado em desenvolvimento, conhece as vulnerabilidades próprias da sua natureza insular, para além dos constrangimentos inerentes à conjuntura económica e financeira mundial.*

*..., julgo pertinente recordar que o projeto de transformar S. Tomé e Príncipe num hub de transbordo marítimo sub-regional e mais tarde num centro de serviços para a exportação, requer um ritmo acelerado de reformas, infraestruturização e competitividade, que foram também abordados ao longo dos três dias de debate.*

*Se me permitem retomar convosco a reflexão sobre a realidade do País, o Governo tem como uma das suas principais prioridades a reforma da administração financeira do Estado que deverá conduzir a um diagnóstico pertinente dos maiores desafios enfrentados pelo sistema nacional de gestão de finanças públicas e permitir o seu aperfeiçoamento, conduzindo a criar o espaço fiscal para financiar atividades que promovam a geração de emprego.*

*No entanto, para um pequeno País insular como é S. Tomé e Príncipe, o acesso aos mercados é vital. E sem perder de vista as opções de política que orientam para o cumprimento dos objectivos de médio e longo prazos, as iniciativas de política do*

*Governo devem centrar-se sobretudo na integração do comércio no plano nacional de desenvolvimento.*

*Nesse sentido, não podemos descurar a importância da definição de uma estratégia global de competitividade para um crescimento inclusivo liderado pelas exportações e gerador de emprego.*

*S. Tomé e Príncipe precisa criar na próxima década cerca de 30.000 postos de emprego para absorver novas entradas. O crescimento liderado pelas exportações pode corresponder a essa necessidade, se esforços forem feitos no sentido do seguimento de reformas favorecedoras da concorrência, independentemente das perspectivas em torno da exploração petrolífera. (...)*

*... A integração comercial irá aumentar a competitividade e melhorar a resiliência económica do País. Por conseguinte, a diversificação das exportações e da produção também constitui uma prioridade de primeira ordem para S. Tomé e Príncipe. Importa nesse contexto que deve ser melhor explorada a localização física geoestratégica do País e a necessidade de vínculos estratégicos estabilizados com a nossa subregião e com o continente africano.*

*Além disso, faz-se absolutamente necessário que em todo o processo de equação persistente dos problemas económicos, sociais e institucionais se tenha em devida conta a cultura, pela importância do seu contributo quando devidamente integrada na promoção do desenvolvimento económico. Entenda-se que este apelo não é direcionado apenas aos chamados fazedores da cultura, trata-se sim de uma*

~~~~~  
postura reivindicativa que reclama a nossa capacidade de imaginação e criatividade para a observância da dimensão cultural do desenvolvimento. (...)

Na verdade, Na verdade, nenhum país consegue se desenvolver sem que sejam suficientemente valorizados os seus recursos humanos e técnicos para se tirar o melhor partido possível das capacidades e competências existentes nas várias áreas de intervenção.

É nossa expectativa de que o espaço de reflexão que, com este Fórum se abre, dê lugar a iniciativas de continuidade e de que outros Fora de profissionais possam tomar o relais e produzir outros debates, sempre de interesse num clima de estabilidade e paz.

... Precisamos de conhecer o real perfil da situação económica de S.Tomé e Príncipe, onde estamos e para onde devemos ir, por forma a balizar os passos e iluminar os caminhos, abordar as nossas visões na definição das grandes prioridades que devem orientar os esforços de desenvolvimento, porque o estado a que a economia chegou fez com que ficássemos reféns da ajuda externa.

É mister que haja um clima de melhor entendimento no seio da classe política para que possamos vencer os desafios de desenvolvimento pelo bem estar das nossas populações.

